



## **Atelier sous- régional de Suivi de la Révision des Contributions Déterminées au Niveau National des pays d'Afrique Centrale et Validation des Projets Régionaux**

Douala, du 09 au 13 MARS 2021

### **Communiqué final**

---

Du 09 au 13 mars 2021, s'est tenu à l'Hôtel AKWA PALACE à Douala en République du Cameroun, l'Atelier sous-régional de suivi de la révision des Contributions Déterminées au Niveau National (CDN) des pays d'Afrique Centrale.

Cet atelier a été organisé par le Secrétariat Exécutif de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (COMIFAC), avec l'appui du projet GIZ « Appui régional à la COMIFAC », financé dans le cadre de la coopération technique de la République Fédérale d'Allemagne.

Y ont pris part aussi bien en présentiel qu'en Visio conférence, une trentaine de participants comprenant : le Président de l'Organe Subsidaire Scientifique et Technique de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), une représentante du Président du Groupe des Négociateurs Africains, les Points Focaux Nationaux auprès de la CCNUCC, les Points Focaux Nationaux/AND du Fonds Vert pour le Climat, les Coordonnateurs des Communications nationales et des CDN et les Coordonnateurs Nationaux COMIFAC ou leurs représentants du Cameroun, du Congo, de la Guinée Equatoriale, de la République Centrafricaine, de la République Démocratique du Congo et du Tchad, l'équipe du Secrétariat Exécutif de la COMIFAC, le Co-Facilitateur de la République Fédérale d'Allemagne du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC), le Projet GIZ « Appui régional à la COMIFAC », les représentants du Centre d'Application et de Prévision Climatologie de l'Afrique Centrale (CAPC-AC), deux représentants des organisations de la Société Civile (CEFDHAC et ROSEVAC), le PNUD, l'ICAT/UNOPS, le cabinet Ernst et Young, l'initiative AGNES/CRDI, l'équipe du programme CORDEX d'Afrique Centrale, et les personnes ressources.

L'objectif de cet atelier était de permettre aux pays membres de la COMIFAC de faire le point sur les processus de la CCNUCC aux niveaux global et sous-régional.

De manière spécifique, il s'agissait :

- de faire le point de l'avancée du processus de négociations sous la CCNUCC ;
- d'identifier les enjeux des échéances futures sous la CCNUCC et élaborer une stratégie de participation de la sous-région aux échéances futures ;
- de faire le point du processus de révision des CDN dans les pays membres de la COMIFAC ;
- d'adopter les plans de travail des nouveaux projets : programmes déjà approuvés pour financement par des partenaires.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par deux allocutions : celle du Co-Facilitateur du PFBC, Monsieur **Raymond MBITIKON** et le discours d'ouverture du Secrétaire Exécutif Adjoint - Coordonnateur Technique de la COMIFAC, M. **Gervais ITSOUA MADZOUS**.

Intervenant en premier, le Co-Facilitateur du PFBC a souligné l'importance de cet atelier qui s'inscrit dans la logique de la préparation des pays du Bassin du Congo à la 26<sup>ème</sup> Conférence des Parties (CdP) sous la CCNUCC. Il a ensuite rappelé la disposition constante de la Facilitation Allemande du PFBC, à accompagner les pays du Bassin du Congo dans la préservation et la gestion durable des forêts du bassin du Congo. C'est ce qui justifie la préparation de la Déclaration des pays de l'espace CEEAC / COMIFAC pour les forêts du bassin du Congo et leur périphérie, qui a été initiée par la facilitation du PFBC et soumise à l'approbation des Ministres en charge des forêts et de l'environnement des pays d'Afrique Centrale. Il a terminé son propos en formulant les vœux de pleins succès à l'atelier.

Le discours d'ouverture de l'atelier a été prononcé par le Secrétaire Exécutif Adjoint - Coordonnateur Technique de la COMIFAC. Après avoir remercié les participants présents, pour avoir répondu favorablement à l'invitation du Secrétariat Exécutif de la COMIFAC et pour leurs disponibilités à prendre part à cet événement, il a rappelé les objectifs de l'atelier, tout en relevant que cette réunion est une occasion permettant de faire le point sur la mise en œuvre de la feuille de route de Bangui élaborée lors de l'atelier de décryptage des conclusions de la CdP 25. Par la suite, il a exprimé son satisfecit par rapport aux différentes avancées enregistrées par la sous-région notamment l'approbation des nouveaux projets régionaux pour financement par le Fonds Vert pour le Climat et par l'Initiative pour la transparence de l'action climatique (ICAT), devant entre autres aboutir à la création d'un Hub Régional MNV en Afrique centrale et d'un pipeline des projets REDD+, en vue de la création d'un fonds catalytique REDD+.

Cette phase protocolaire a été suivie par la présentation des participants et la mise en place du bureau de l'atelier constitué comme suit :

**Président : M. Timothée KAGONBE**, Point Focal Changement Climatique du Cameroun et Président en exercice du Groupe de Travail Changement Climatique de la COMIFAC (GTCCC)

**Vice-Président : M. Aimé MBUYI KALOMBO**, Point Focal Changement Climatique de la RDC

**Rapporteur : Mme Mariam AMOUDOU SIDI**, Chargée des Etudes en matière d'Adaptations aux Changements Climatiques, Point Focal Genre de la CCUNCC, représentante du Point Focal CCNUCC de la RCA.

Les travaux de l'atelier ont été facilités par Monsieur Valentin WAGNOUN, mobilisé à cet effet.

**Le déroulement des travaux s'est articulé autour de huit sessions caractérisées par des présentations en plénière suivies des débats.**

Des échanges fructueux entre les participants, il en est ressorti ce qui suit :

- L'avènement de la pandémie de la Covid-19 a fortement impacté le processus de négociations sous la CCNUCC. Bien que plusieurs réunions aient été organisées virtuellement sans mandat formel de la convention, ceci qui n'a pas permis à date de réaliser des progrès ;

- Quelques priorités ont été identifiées pour les pays de la sous-région, notamment la nécessité de la poursuite du processus de révision des CDN et l'élaboration d'une stratégies réduction des émissions à long terme au niveau national.
- La nécessité pour le président de l'AGN de partager son agenda et de prendre en compte les attentes des pays afin de permettre aux acteurs de la sous-région d'accompagner sa présidence ;
- S'agissant du processus de révision des CDN, l'on a noté des efforts déployés par les pays de la sous-région dans le processus de révision de leur CDN. Les assurances ont été données quant à la finalisation de ces CDN avant la date butoir. A ce jour, un pays de la sous-région à savoir, le Rwanda a déjà soumis sa CDN révisé. Et le processus est déjà lancé par l'ensemble des pays. Il attendu que le reste des pays soumettent leur CDN révisés au Secrétariat de CCNUCC au plus tard le 31 juillet 2021 ;
- La sous-région recèle des atouts institutionnels importants pouvant aider les pays à remplir leurs engagements vis-à-vis de la CCNUCC, à l'instar du Centre d'application et de la prévision climatologique de l'Afrique centrale, qu'il convient de valoriser ;
- Le programme CORDEX (Coordinated Regional Climate Downscaling Experiment) présenté aux participants à la réunion est un outil d'aide à l'évaluation des d'impacts futur des changements climatiques dans les différents secteurs de la vie économique d'un pays. Les échanges sur ce programme ont permis de prendre conscience de la nécessité de vulgariser les données climatologiques et de coordonner le partage des informations sur le climat entre les institutions nationales, sous-régionales et internationales ;
- Les informations météorologiques produites par le Centre d'Application et de Prévision Climatologique de l'Afrique Centrale (CAPC) devraient faire l'objet d'une large vulgarisation afin de contribuer à la prise de décisions ;
- Le projet de Déclaration sur les forêts du bassin du Congo et leur périphérie, présenté aux participants a fait l'objet d'échanges sur certaines dispositions ;
- Les programmes de travail des trois projets approuvés pour financement présentés aux participants concernent : (1) l'initiative sur l'Approche Collaborative MNV des pays du Bassin du Congo, approuvé par l'Initiative pour la transparence de l'action climatique (ICAT) ; (2) le projet Readiness Regional de création d'un pipeline des projets, en vue de la création d'un fonds catalytique REDD+, approuvé par le Fonds Vert pour le Climat ; et (3) le projet de renforcement de la participation des pays francophones aux négociations climatiques et a la mise en œuvre de l'accord de paris, financé par le CRDI du Canada ;
- Trois projets en cours de préparation et le niveau atteint présentés ont fait l'objet d'échanges entre les participants. Il s'agit des projets suivants : (1) Note conceptuelle du Projet Régional REDD+ porté par le PNUD et à soumettre au Fonds Vert pour le climat ; (2) Note conceptuelle du Projet Régional de renforcement des capacités institutionnelles sur la REDD+ en Afrique avec la BAD et (3) *Readiness Program for Implementing LULUCF aspect of the NDC and accessing Climate Funds à soumettre au Fonds Vert pour le Climat ;*
- Les interactions entre la COMIFAC, le PNUD, le FNUF, Ernst and Young et le Fonds Vert pour le Climat pour les projets en préparation se déroulent normalement. Ces

interactions ont permis aux participants d'être édifiés sur le niveau de préparation desdits projets, ainsi que des difficultés rencontrées ;

- Le GTCCC est préoccupé par le manque d'Institutions accréditées auprès du Fonds Vert pour le Climat aux niveaux national et sous-régional dans l'espace COMIFAC, ce qui limite l'accès de la sous-région aux financements sur le climat ;
- Les échanges sur la mise en œuvre du projet CRDI/AGNES sur le renforcement des capacités des pays francophones en matière de négociations, affectés par la crise sanitaire actuelle a permis d'identifier d'autres actions devant guider la réorientation des activités du projet ;

Au terme de l'atelier, les participants ont pris des résolutions et formulé les recommandations suivantes :

### **S'agissant des résolutions :**

Les participants ont :

- adopté le programme de travail de l'initiative sur l'Approche collaborative MNV des pays du Bassin du Congo (« COMIFAC Hub ») financé par ICAT et décidé du rôle de GTCCC en qualité de Comité de pilotage de cette initiative ;
- adopté le plan de travail du projet Readiness Régional de création d'un pipeline des projets, en vue de la création d'un fonds catalytique REDD+, approuvé par le Fonds Vert pour le Climat ;
- actualisé et adopté la nouvelle feuille de route du GTCCC ;
- adopté la stratégie de participation de la sous-région aux échéances futures ainsi que les thèmes d'intérêt pour la sous-région en prélude au SBI et au SBSTA CCNUCC ;
- décidé de la mise en place d'une coordination en ligne, sous l'égide du Cameroun en sa qualité du Président du GTCCC, pour le suivi mensuel de la révision des CDN et l'échange d'expériences entre les pays, avec l'appui technique du Secrétariat Exécutif de la COMIFAC ;
- identifié quelques thématiques prioritaires à prendre en compte dans la stratégie de participation aux échéances futures. Il s'agit de : (i) l'article 6 ; (ii) le programme de travail de Koronivia sur l'agriculture ; (iii) Calendrier commun sur les CDN ; (iv) Pertes et préjudices (article 8) ; (v) Genre ; (vi) Transfert de Technologies ; (vii) Renforcement des capacités ; (viii) Adaptation aux changements ; (ix) Financements ; (x) Cadre de transparence renforcé ; (xi) Recherche et observations scientifiques ; (xii) REDD+ ; (xiii) Bilan mondial.

Identifié au niveau de chaque pays, les Experts pouvant intégrer les groupes de travail sur les thématiques prioritaires ci-dessus identifiées de l'équipe des négociateurs sous-régionaux sur la base de leurs expertises.

### **S'agissant des recommandations :**

Les participants recommandent :

*A l'endroit du Secrétariat Exécutif de la COMIFAC,*

- assurer le suivi en permanence sous l'égide de la présidence en exercice de la COMIFAC et en collaboration avec les Points focaux nationaux Climat du processus de révision des CDN afin de leur finalisation et leur soumission au Secrétariat du CCNUCC au plus tard le 31 juillet 2021;

- inviter la Commission de la CEEAC à prendre les actions appropriées pour renforcer les capacités des institutions nationales et sous-régionales susceptibles d'être accréditées auprès des mécanismes de financements existants ;
- promouvoir une collaboration entre les initiatives sous régionales sur la climatologie avec les différentes institutions des pays membres qui traitent des questions météorologiques, dans le but d'améliorer l'accès à des données améliorées ;
- veiller à prendre en compte des acteurs non étatiques, notamment les organisations de la société civile dans les différents programmes de renforcement de capacités ;
- veiller à toujours intégrer dans ses programmes et projets un volet sur les activités du niveau national.

*A l'endroit des Etats,*

- poursuivre les efforts en vue de finaliser la révision des CDN sur une base participative en vue de garantir leur appropriation par les parties prenantes nationales, et communiquer au Secrétariat du CCNUCC avant le 31 juillet 2021 ;
- renforcer les équipes nationales pour la participation aux conférences et négociations ;
- poursuivre les efforts en vue de finaliser et publier les communications nationales et les BUR en cours ;
- s'efforcer à augmenter la part des ressources publiques, dans le financement des actions climatiques ;
- mettre plus de moyens dans la modernisation des stations d'observations météorologiques en vue de fournir les données au CAPC.

Fait à Douala, le 13 mars 2021

Les participants